

Assurance-chômage—Loi

Nous savons fort bien que nous ne pouvons empêcher le gouvernement d'adopter ce projet de loi ce soir, à l'étape de la deuxième lecture. Permettez-moi de vous assurer, monsieur le Président, que nous, de ce côté-ci de la Chambre, avons l'intention de nous battre avec acharnement pendant les réunions du comité, alors que nous traversons le pays d'ouest en est pour entendre les travailleurs et les travailleuses, les dirigeants municipaux et les chefs de petites entreprises, et nous leur dirons exactement comment le programme et les changements les toucheront.

Au Canada, 80 p. 100 des gens qui ont droit aux programmes d'aide reçoivent ces prestations. Aux États-Unis, par contre, la proportion n'est que de 25 p. 100. Inutile de signaler aux députés que les problèmes de la criminalité, de l'abus des drogues, des sans-abri et des personnes qui meurent dans la rue se posent avec de plus en plus d'acuité aux États-Unis. Le gouvernement veut-il que notre pays devienne comme cela? Une bonne politique sociale est une bonne politique économique. Je ne crois pas que les Canadiens veuillent faire marche arrière non plus.

Mme Dorothy Dobbie (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, je suis très heureuse de prendre la parole ce soir sur ce sujet important, même à cette heure indue. Je suis surtout heureuse de pouvoir parler après avoir entendu toutes ces balivernes, toutes ces contradictions. Jamais de ma vie, je n'ai entendu de discours aussi embrouillés et je n'ai vu déformer la réalité à ce point.

Le sujet est en fait très simple et il concerne les gens; je voudrais donc le situer dans son contexte. Voir une personne en bonne santé et productive incapable de travailler, alors qu'elle le veut, est la chose la plus triste au monde. La seule chose qui soit plus triste encore, c'est de voir qu'une personne en bonne santé et qui pourrait être productive a perdu la volonté de travailler à cause d'un régime forcé d'assistance sociale. Ce sont les âmes désespérées et vaincues qui ont oublié les joies de l'autonomie, les gens qui ont été fortement découragés d'être productifs par des programmes d'assistance sociale qui font perdre son attrait au travail en incitant les gens à vivre au crochet des autres parce que c'est plus avantageux.

J'ai entendu un de nos amis d'en face parler très éloquemment du caractère sacro-saint de notre régime d'assurance-chômage. Je suis bien d'accord avec lui sur ce point. Ce régime est très sensé. C'est une façon

raisonnable et louable d'offrir un moyen de subsistance à ceux qui perdent leur emploi pour des raisons tout à fait indépendantes de leur volonté.

Cependant, un programme d'assurance-chômage devrait viser à encourager la réintégration dans des industries et des emplois qui offrent une sécurité pour l'avenir parce que l'employé a maintenant acquis ou peut acquérir les compétences nécessaires pour s'adapter à l'évolution du marché du travail.

C'est le programme que le gouvernement propose aujourd'hui. Il offre un espoir d'autonomie et il ouvre de nouveaux horizons aux milliers de chômeurs qui ont hâte de trouver un emploi productif et stimulant. Ce programme reconnaît que les Canadiens peuvent être indépendants et devenir des membres productifs de la société. Il reconnaît qu'ils peuvent changer, croître et améliorer leur style de vie.

• (0010)

Les députés d'en face ont une conception fautive et négative des travailleurs canadiens. Ils devraient avoir honte. A les entendre, on croirait que notre main-d'oeuvre ne peut que se résigner à de longues périodes de chômage entre deux emplois sans avenir. C'est ce qu'ils disent. Comme ils n'ont pas l'énergie créatrice nécessaire pour élaborer un plan ou résoudre le problème, les députés d'en face ont recours à des solutions faciles et indifférentes en offrant un peu plus d'argent.

Des voix: Oh, oh!

Mme Dobbie: C'est facile de promettre de l'argent, mais cela ne résout pas le problème à long terme.

M. MacDonald (Dartmouth): Mais il met du pain sur la table et du feu dans la cheminée.

Mme Dobbie: Pour poursuivre, il n'y a malheureusement jamais assez d'argent pour répondre aux besoins. Il ne peut jamais y avoir assez d'argent, comme mes collègues le savent très bien, pour compenser l'absence d'espoir, le désespoir, la perte de dignité et l'effritement de l'estime de soi parce qu'on est sans emploi et, pire encore, parce qu'on sait qu'on n'aura jamais d'emploi, comme on n'a pas les compétences ni la formation pour concurrencer les autres Canadiens sur le marché du travail.

Mme Clancy: Ou bien il n'y a pas de marché là où l'on vit.